

DREAL-UD69-SP  
DDPP-SPE-MM

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2026-12  
portant mise en demeure  
de la société TEINTURERIES DE TARARE sise route de Violay  
à TARARE**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Commandeur de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 1998 modifié, régissant le fonctionnement des activités exercées par la société TEINTURERIES DE TARARE dans son établissement situé route de Violay à TARARE ;

VU l'avis du SDMIS émis par courriel en date du 27 août 2024 concernant les moyens de lutte contre l'incendie dont dispose la société TEINTURERIES DE TARARE dans son établissement de TARARE ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 14 décembre 2024, établi suite à sa visite d'inspection réalisée le 26 novembre 2024 sur le site exploité par la société TEINTURERIES DE TARARE ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées établi le 12 décembre 2025 suite à sa visite d'inspection réalisée le 27 novembre 2025 sur le site exploité par la société TEINTURERIES DE TARARE ;

VU le courrier signé le 15 décembre 2025 adressé à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, lui transmettant le rapport d'inspection susvisé et l'informant du délai dont il dispose pour formuler ses observations sur la mise en demeure proposée par l'inspection des installations classées ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai qui lui était imparti ;

CONSIDÉRANT que l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié susvisé dispose en son paragraphe 4.2.1 : « *Tous les effluents aqueux sont canalisés.* »

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 27 novembre 2025 de l'établissement exploité par la société TEINTURERIES DE TARARE sur la commune de TARARE (69170), route de Violay, l'inspection des installations classées a constaté un nouveau débordement du caniveau de récupération des rejets du dégrilleur, malgré le constat déjà formalisé dans le rapport du 14 décembre 2024 susvisé;

CONSIDÉRANT que les eaux provenant du dégrilleur ne sont pas canalisées ;

CONSIDÉRANT donc que la société TEINTURERIES DE TARARE ne respecte pas pour l'exploitation de son installation de TARARE, située route de Violay, les dispositions du paragraphe 4.2.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié ;

CONSIDÉRANT que l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié susvisé dispose en son paragraphe 4.3.1 : *« L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :*

- *les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;*
- *les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;[...]*
- *les eaux résiduaires après épuration interne : [...]* ;
- *les eaux domestiques:[...].»*

CONSIDÉRANT que lors de la visite précitée du 27 novembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté un rejet d'eaux provenant d'une machine de séchage de tissu dans le réseau des eaux pluviales de son établissement ;

CONSIDÉRANT que les eaux provenant d'une machine de séchage de tissu doivent être distinguées des eaux pluviales en application du paragraphe 4.3.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT donc que la société TEINTURERIES DE TARARE ne respecte pas pour l'exploitation de son installation de TARARE, située route de Violay, les dispositions du paragraphe 4.3.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié susvisé dispose en son paragraphe 6.3 : *« L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. »* ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite précitée du 27 novembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté, malgré sa demande déjà formulée dans le rapport du 14 décembre 2024 susvisé, l'absence de mise en œuvre des dispositions permettant d'assurer la disponibilité permanente d'un volume de 1 200 m<sup>3</sup> d'eau dans la réserve d'eau enterrée située à l'entrée du site au niveau du parking ;

CONSIDÉRANT que, selon l'avis du SDNIS du 27 août 2024 susvisé, la disponibilité en permanence de 1 200 m<sup>3</sup> d'eau dans la réserve d'eau enterrée située à l'entrée du site au niveau du parking est requise pour lutter contre un incendie pouvant se déclarer dans l'établissement ;

CONSIDÉRANT que la société TEINTURERIES DE TARARE ne dispose pas en l'état des moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques pour l'exploitation de son installation de TARARE, située route de Violay ;

CONSIDÉRANT donc que la société TEINTURERIES DE TARARE ne respecte pas pour l'exploitation de son installation de TARARE, située route de Violay, les dispositions du paragraphe 6.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT, que l'exploitation de l'installation en cause, dans des conditions irrégulières, peut présenter des dangers et nuisances pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1 :**

La société TEINTURERIES DE TARARE, située route de Violay à TARARE, est mise en demeure de respecter, sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les exigences du paragraphe 4.2.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié susvisé, en mettant en œuvre les dispositions organisationnelles ou constructives permettant d'assurer que le caniveau de récupération des rejets du dégrilleur ne présente pas de débordement.

### **Article 2 :**

La société TEINTURERIES DE TARARE, située route de Violay à TARARE, est mise en demeure de respecter, sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les exigences du paragraphe 4.3.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié susvisé, en stoppant tout rejet d'eau non-pluviale dans le réseau des eaux pluviales de l'établissement et en dirigeant les eaux de séchage de tissu vers le réseau des effluents de l'établissement.

### **Article 3 :**

La société TEINTURERIES DE TARARE, située route de Violay à TARARE, est mise en demeure de respecter, sous 10 mois à compter de la notification du présent arrêté, les exigences du paragraphe 6.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié susvisé, en mettant en œuvre les dispositions permettant d'assurer la disponibilité permanente d'un volume de 1 200 m<sup>3</sup> d'eau dans la réserve d'eau enterrée située à l'entrée du site au niveau du parking.

### **Article 4 :**

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 3 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 5 :**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 6:**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

**Article 7 :**

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Tarare et au sous-préfet de Villefranche-sur-Saône.